

M. MATSCHEK, Conseiller Municipal délégué aux Affaires Scolaires, donne lecture des différents courriers relatifs au financement du Collège de Ludres, parvenus en Mairie depuis la dernière réunion du Conseil Municipal :

1) Lettre en date du 23 septembre 1983 de M. le Recteur, qui précise qu'il attend de M. le Préfet, Commissaire de la République de Meurthe-et-Moselle, la communication du résultat de la consultation engagée auprès des différentes communes de l'Agglomération Nancéienne, et qui poursuit en disant :

"Lorsque ce résultat sera connu, il pourra alors être envisagé une éventuelle inscription de crédits d'étude qui ne figureront au mieux qu'au budget 1984".

2) Lettre en date du 14 octobre 1983 de M. le Préfet, Commissaire de la République de Région Lorraine, en réponse à la demande qui lui a été faite d'inscrire l'opération sur la liste des investissements à programmer en 1984, demande faite sur les conseils de M. le Ministre de l'Education Nationale.

M. le Préfet, Commissaire de la République de Région Lorraine, écrit notamment :

"La construction du Collège de Ludres constitue l'un des éléments essentiels du redéploiement structurel en cours d'étude.

Malheureusement, la dotation budgétaire dont je disposerai en 1984 ne me permettra pas de satisfaire votre souhait de voir se réaliser cet établissement dans la même année.

J'envisage, néanmoins, si le résultat des études le permet, de réserver sur l'enveloppe financière du prochain exercice, un certain volant de crédits d'études et d'en consacrer une partie (le montant reste à définir) au projet qui vous préoccupe".

3) Lettre en date du 20 octobre 1983 de M. le Président du Conseil Général, qui reconnaît que "cette question revêt un caractère d'actualité certain alors que la loi du 7 janvier 1983 prévoit que le transfert de compétence entre l'Etat et les Collectivités territoriales dans le domaine de l'éducation devra être achevé dans un délai de 3 ans, et qu'à cette échéance, le département aura la charge des collèges".

Il précise par ailleurs que le projet de réorganisation de la carte scolaire sera examiné tout prochainement par le Conseil Général.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- s'inquiète des précautions de style de ses interlocuteurs et de l'absence de tout engagement réel, même en ce qui concerne les crédits d'études, alors que M. le Ministre de l'Education Nationale, dans sa lettre du 9 septembre dernier, reconnaissait "l'urgence de cette opération, classée en première priorité du département de Meurthe-et-Moselle".

- rappelle que dans cette même lettre, M. SAVARY précisait que, conformément aux mesures de déconcentration et de décentralisation administratives, les crédits d'investissement relatifs aux constructions scolaires sont attribués globalement à la Région.

- s'étonne dès lors que M. le Préfet de Région n'ait pu donner aucune assurance quant à l'intégration dans l'enveloppe financière dont il dispose du projet de réalisation du Collège de Ludres, dont toutes les autorités s'accordent à admettre la priorité.

- signale que les habitants de Ludres, dont la patience n'a été que trop mise à l'épreuve, ne sauraient se satisfaire plus longtemps de ce laxisme enregistré à tous les niveaux, alors que 570 élèves scolarisables en C.E.S. ont été recensés à Ludres au bilan social de juin 1983, et n'admettront pas d'avoir à subir les inconvénients liés à la période transitoire avant la mise en place des nouvelles compétences territoriales et qui seraient de nature à empêcher la rentrée scolaire des enfants scolarisables de Ludres en C.E.S. dans le C.E.S. 600 de Ludres, en septembre 1984.

- rappelle à ce propos ses délibérations des 24 mai et 28 juin 1983, par lesquelles il attirait l'attention du Conseil Général sur la gravité de la situation dans laquelle il sera placé dans 2 ans, lorsque la compétence lui sera entièrement dévolue, et qu'il devra assumer intégralement le financement des établissements d'enseignement secondaire.

- signale que par ces mêmes délibérations, et toutes celles qui ont suivi, il avait souhaité que le S.I.S. de Nancy organise une rencontre des différents partenaires concernés, et renouvelle cette demande.

- sollicite l'aide de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture chargé de l'arrondissement, afin de sortir de cet imbroglio administratif.

- sollicite à nouveau une audience auprès de Monsieur Alain SAVARY, Ministre de l'Education Nationale.